



PRÉFET DE LA GIRONDE
Arrêté d'exécution de travaux d'office ADEME

19 JUIN 2013

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE
PREFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement, Livre V Titre 1er, et notamment ses articles L511-1, L512-12 et L514-1, et R512-66-2,

VU l'arrêté préfectoral n° 8637 du 30 septembre 1968 autorisant Mme Albertine Le Cam à exploiter sur le territoire de la commune de Marcheprime, au 77, de l'avenue d'Aquitaine, une station-service avec un dépôt de 45 m3 de liquides inflammables,

VU le courrier du 9 août 2000 par lequel Melle Carmen Le Cam déclare, en sa qualité de tutrice de sa mère Mme Albertine Le Cam, la cessation d'activité du garage et de la station service, intervenue dans le courant du troisième trimestre 1993,

VU l'ordonnance en date du 22/06/2009 par laquelle le Tribunal Administratif de Bordeaux donne acte du désistement de la requête en annulation de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 introduite par Melle Carmen Le Cam le 24/08/2006,

VU L'arrêté préfectoral du 21 novembre 2003 prescrit à l'exploitante de faire réaliser un diagnostic de pollution des sols et de surveiller la qualité des eaux souterraines du site,

VU le rapport AMDE n° 04.015.A.R.03.2 – juin 2004 concluant l'existence d'une contamination par des hydrocarbures des sols et de la nappe phréatique sous jacente du site de l'ancienne station(service sur lequel a été construite la maison d'habitation de M. et Mme SUILS,

VU L'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 29 avril 2005, modifié par l'arrêté du 30 juin 2005, prescrit à l'exploitante, de remettre en état le site par excavation d'une partie de la zone polluée identifiée et de surveiller les eaux souterraines,

VU les travaux de dépollution réalisés en juillet et août 2005 ayant entraîné l'excavation d'environ 170 tonnes de terre impactées par les hydrocarbures,

VU les résultats de la campagne d'analyse de l'air ambiant de la maison d'habitation réalisée en janvier 2009 montrant un impact faible par les hydrocarbures nécessitant toutefois de poursuivre le suivi de la qualité de l'air intérieur de la maison d'habitation,

VU l'arrêté préfectoral n° 08637/7 du 28 février 2011 confiant à l'ADEME le suivi de la qualité des milieux air, eaux souterraines et gaz du sol dans l'objectif de compléter la connaissance des impacts résiduels de la pollution et des risques sanitaires associés pour les occupants de l'habitation sise n° 1 Hameau des Sittelles 33380 Marcheprime,

VU le compte-rendu d'intervention terminée transmis par l'ADEME le 17 mai 2013 et répondant à l'arrêté du 28 février susvisé,

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé Aquitaine en date du 07 mai 2013,

VU la circulaire du ministère en charge de l'environnement du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – Chaîne de responsabilités – Défaillance des responsables,

VU le courrier en date du 03 juin 2013 par lequel le Préfet de la Région Aquitaine demande l'intervention de l'ADEME pour définir les mesures de gestion du site pollué et prendre en charge les frais de relogement de la famille SUILS,

CONSIDÉRANT que les résultats des campagnes de mesures menées en 2012 mettent en évidence la présence de polluants volatils et notamment du Benzène et de l'Ethylbenzène à l'intérieur de la maison d'habitation,

CONSIDÉRANT que cette situation fait peser un risque avéré pour la santé des occupants de l'habitation,

CONSIDÉRANT que les travaux de dépollution menés en 2005 s'avèrent insuffisants pour supprimer le transfert de polluants dans l'habitation,

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de mettre en œuvre des mesures de gestion complémentaires, afin que les niveaux de concentration dans l'habitation reviennent de façon durable à des niveaux acceptables pour la santé,

CONSIDÉRANT que la situation constatée continue à porter un préjudice aux intérêts protégés visés à l'article L511-1 du code de l'environnement et à la santé des occupants de l'habitation susvisée,

CONSIDÉRANT que toutes les procédures administratives possibles ont été engagées sans que le préjudice causé ait pu être réparé,

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE 1er : Il sera procédé, aux frais des personnes physiques ou morales responsables de l'impact constaté sur le site de la maison d'habitation sise n°1 Hameau des Sittelles 33380 Marcheprime, dont le plan figure en annexe du présent arrêté, à l'exécution des travaux décrits dans l'article 2 ci-après.

ARTICLE 2 : TRAVAUX

Les travaux consistent à définir les mesures de gestion adaptées pour traiter les gaz du sol sous la maison d'habitation susvisée afin de supprimer la source de pollution et le transfert des polluants dans l'habitation de M. et Mme SUILS,

ARTICLE 3 : DIAGNOSTIC COMPLEMENTAIRE

3.1 - Une phase libre d'hydrocarbures sur la nappe ayant été constatée lors des travaux d'excavation de 2005, la caractérisation des eaux souterraines au plus proche de l'habitation sera menée.

A cette fin, un réseau de piézomètres complémentaires sera créé.

Les composés à analyser seront a minima les suivants :

- Coupes d'hydrocarbures C5-C10 et C10-C40
- BTEX
- HAP

L'objectif est de lever les interrogations sur le potentiel dégazage de la nappe dans l'habitation et de caractériser un éventuel panache hors du site.

3.2 - des analyses complémentaires de sols seront réalisées en vue de caractériser une éventuelle source persistant sur le site. Les composés à analyser seront a minima les suivants :

- Coupes d'hydrocarbures C5-C10 et C10-C40
- BTEX
- HAP

Un réseau de piézaires complémentaires pourra également être créé au besoin.

ARTICLE 4 : PLAN DE GESTION

La solution de gestion à mettre en œuvre sera définie sur la base d'un bilan « coûts/avantages ». Cette solution fera l'objet d'une étude de faisabilité et de conception en fonction de la nature des polluants à traiter et des sols encaissants.

ARTICLE 5 : SUIVI DE REALISATION DES TRAVAUX

Un rapport d'étape sera régulièrement transmis à l'Inspection des Installations Classées.

À l'issue de la réalisation des travaux, le rapport final sera transmis au Préfet, accompagné des éventuelles propositions avant toute nouvelle intervention, avant fin septembre 2013.

ARTICLE 6 : L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) dont le siège social est 20 avenue du Grésillé – BP 90406 - 49004 ANGERS CEDEX 01, est chargée de l'application de la présente décision d'exécuter ou de faire exécuter les travaux prescrits.

ARTICLE 7 : Le droit des tiers est, et demeure, réservé.

ARTICLE 8 : Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Pour les tiers, ce délai est de 4 ans à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

ARTICLE 9 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Marcheprime et pourra y être consultée par les personnes intéressées.

Article 10 :

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- M. le Directeur Régional de l'ADEME,
- M. le Maire de Marcheprime,
- M. l'Inspecteur des Installations Classées de la DREAL,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à Monsieur et Madame Suils et déposée en Mairie de Marcheprime.

LE PREFET

09 JUIN 2013



Michel DELPUECH

Annexe à l'arrêté n°.....du.....

localisation de l'habitation de Monsieur et Madame SUILS sur l'emprise de l'ancienne station-service Le Cam 33 Marcheprime

